



*Groupe des activités diverses*



*Comité économique et social européen*

**Conférence du groupe des activités diverses du Comité économique et social européen,  
palais des expositions Zappeion, Athènes, Grèce, le 20 mars 2014**

*"De l'austérité à la croissance et à la reprise:  
surmonter les conséquences socio-économiques de la crise en Grèce"*

### **CONCLUSIONS PRINCIPALES**

**Le 20 mars 2014, les membres du groupe des activités diverses du Comité économique et social européen (CESE) ont rencontré des représentants des institutions européennes, des autorités grecques, de la société civile et des médias afin d'échanger leurs points de vue sur la manière dont la Grèce peut progresser vers le développement durable et surmonter les conséquences socio-économiques de la crise. Les participants ont examiné les possibilités de croissance, d'emploi et de reprise en Grèce et ont convenu qu'une Europe sociale de la solidarité, de la cohésion, de la légitimité et de la démocratie était nécessaire. Sur la base de ces discussions et des travaux menés par le CESE jusqu'à ce jour, le projet de conclusions principales suivant a été élaboré et distribué aux participants:**

*De l'austérité à une nouvelle Grèce dans l'Europe de demain*

- Nous rendons hommage aux citoyens grecs pour leur résilience et pour les sacrifices qu'ils ont consentis pendant la crise, laquelle a eu **des effets dévastateurs sur le tissu social, économique et politique du pays** et a entraîné de multiples crises interdépendantes (économique, financière, sociale, environnementale, énergétique, démographique et de la pauvreté);
- nous soulignons que les **causes de la crise actuelle en Europe** sont complexes et comprennent, entre autres, les dépenses publiques excessives, le comportement irresponsable des banques, un système financier non réglementé et interconnecté, la désindustrialisation, la perte de compétitivité de l'Europe, les faiblesses structurelles du marché de l'emploi et du système fiscal;
- Insistons que **la paix, la démocratie et la liberté** dans l'est et le ouest de l'Europe sont essentielles pour le développement durable du continent;
- nous reconnaissons que des **erreurs ont été commises** en ce qui concerne les finances publiques grecques, des faiblesses dans l'architecture de la monnaie unique européenne et le mauvais calcul des retombées négatives des programmes d'austérité sur la récession grecque (effet multiplicateur);
- nous condamnons en particulier les inégalités sociales et de revenu qui se creusent en Grèce et dans d'autres pays frappés par l'austérité, et insistons pour que des **mesures urgentes soient prises en vue de prévenir et de combattre la pauvreté**;

- nous soulignons que les baisses des niveaux de consommation ont entraîné une spirale économique descendante, un surendettement et l'exclusion socio-économique d'une grande partie de la population grecque;
- nous engageons instamment les autorités grecques à reconnaître et à **soutenir pleinement les nouvelles initiatives de la société civile** qui voient le jour au lendemain de la crise. Ces initiatives apportent **les solutions et l'innovation nécessaires** pour reconstruire le tissu et le capital social de la société grecque;
- nous félicitons la Grèce pour l'excédent budgétaire primaire de 2013 et les réductions des déficits qu'elle a enregistrés, lesquels marquent des étapes concrètes vers la reprise du pays, et invitons toutes les parties prenantes à poursuivre leurs efforts;
- nous encourageons les pouvoirs publics et la société civile, notamment les partenaires sociaux, à **poursuivre l'objectif de développement durable** avec détermination, esprit d'entreprise et optimisme;
- nous soulignons que malgré la timide reprise économique qu'a connue l'Europe récemment, les défis auxquels fait face la société européenne sont multiples et l'UE se situe à un **tournant historique** qui exige des changements structurels fondamentaux;
- nous soulignons que si elle ne veut pas perdre le soutien de l'opinion publique, l'Union européenne doit reposer sur **une légitimité politique, une confiance et une responsabilité démocratique** renforcées;
- nous insistons sur le fait que si l'on veut que l'Europe soit à la hauteur de ses ambitions et de son potentiel futurs, il est indispensable d'investir davantage dans **une Europe unie, qui soit socialement et politiquement cohérente**, une Europe du renforcement mutuel, bien plus forte que la somme de tous ses membres pris à part.

*Stimuler la croissance par l'emploi, la compétitivité et l'entrepreneuriat*

- Nous saluons les efforts consentis par les autorités grecques pour **lutter contre l'évasion et la fraude fiscales**, renforcer les capacités administratives, lever les obstacles au commerce et simplifier les procédures d'exportation. Ces efforts doivent être poursuivis et intensifiés;
- nous déplorons les **taux élevés de chômage** observés en Grèce, notamment chez les jeunes, et insistons sur le fait que les objectifs globaux immédiats devraient être la création d'emplois, le soutien à l'économie réelle, l'accroissement de la compétitivité et la réduction de la pauvreté;
- nous invitons les PME européennes, l'économie sociale, l'économie verte et les professions libérales à devenir des **acteurs clés** dans ce processus et plaidons pour que les Fonds structurels et sociaux de l'UE deviennent des instruments fondamentaux de la reprise en Grèce;
- nous soulignons que le respect des **droits des consommateurs** doit être considéré comme un avantage pour la concurrence entre les entreprises et non comme un fardeau. Les droits des consommateurs doivent toujours être respectés, notamment en période de crise;
- nous exhortons la présidence grecque du Conseil de l'UE à agir en chef de file pour mener des **initiatives de promotion de la croissance**. Il s'agit par exemple de faire progresser l'achèvement du marché intérieur et de faciliter les relations commerciales de l'UE à l'échelle mondiale, de mettre à jour et de mettre en œuvre une stratégie Europe 2020 révisée et le Pacte pour la croissance et l'emploi;

- il y a lieu d'accorder la priorité à des mesures concrètes en faveur du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, du marché numérique pour 2015, du paquet sur les télécommunications, de la réindustrialisation de l'Europe, de l'innovation, de la recherche et du développement;
- nous soulignons la nécessité de **créer une union bancaire** le plus rapidement possible et insistons pour que la Banque centrale européenne (BCE) commence à surveiller l'ensemble des banques européennes, y compris les banques régionales, à l'automne 2014. Dans ce contexte, la mise en place rapide du mécanisme de résolution unique s'impose;
- Insistons sur la **nécessité de soutenir l'économie réelle** par rapport à l'économie virtuelle, afin d'assurer un développement durable;
- nous soulignons que les PME, y compris les entreprises de l'économie sociale, sont l'épine dorsale de l'économie et du marché de l'emploi en Europe. Nous insistons sur l'urgence de garantir **des conditions normales d'octroi de crédits à l'économie** afin de financer des activités, existantes ou nouvelles, notamment pour les PME;
- dans ce contexte, les participants saluent la proposition de l'UE de **lancer une initiative relative aux PME**, qui soit cofinancée par les Fonds structurels et qui fournirait d'autres modes de financement aux PME. Les participants prônent également une recapitalisation rapide du Fonds européen d'investissement afin qu'il puisse octroyer aux PME européennes les fonds nécessaires pour leur développement;
- afin d'accroître le taux d'emploi en Grèce, nous prônons **l'amélioration de la formation professionnelle et technique**. En outre, il convient de rapprocher les entreprises et les écoles afin d'éviter le "gaspillage des cerveaux" et l'inadéquation des compétences;
- nous invitons instamment les États membres à mettre en œuvre rapidement et correctement la recommandation du Conseil sur la valorisation et la validation de l'acquis non formel et informel afin d'accroître la visibilité des compétences acquises en dehors du système éducatif formel;
- nous insistons pour que des fonds européens et nationaux additionnels soient mis à la disposition de la **garantie pour la jeunesse**. Celle-ci devrait être étendue aux jeunes de 30 ans et aux régions où le chômage des jeunes est inférieur au taux de 25 % actuellement requis. À cette fin, il conviendrait de mettre en place des services d'orientation professionnelle personnalisés dans les bureaux de placement et les écoles.

#### *Soutenir une Grèce et une Europe de l'innovation et de l'optimisme*

- Nous saluons les efforts consentis par les citoyens et les organisations de la société civile afin **d'insuffler un regain de confiance, d'optimisme et d'ambition sur le marché du travail**, par exemple au moyen d'initiatives d'entreprises sociales, de l'économie sociale et de l'économie verte;
- nous soulignons que ces initiatives répondent à des besoins locaux, qu'elles font partie intégrante de la cohésion sociale et du renforcement des capacités, et qu'elles offrent des **possibilités d'emploi innovantes, équitables et ouvertes à tous**;
- dans ce contexte, il convient d'intégrer le soutien aux **entreprises sociales et à l'économie verte** dans l'ensemble des politiques de l'UE, notamment la politique entrepreneuriale, les Fonds

structurels, le programme pour le développement au-delà de 2015, les programmes en faveur des PME ou de l'innovation tels qu'Horizon 2020;

- nous nous félicitons que la présidence grecque du Conseil de l'UE accorde la priorité à une **politique maritime globale** qui couvre la sécurité des frontières maritimes, les activités économiques maritimes, l'énergie, la pêche, le tourisme, la protection des richesses archéologiques sous-marines et les zones maritimes;
- nous soulignons que le **tourisme** peut jouer un rôle clé en tant que **vecteur de croissance et de création d'emplois** en exploitant le patrimoine historique, culturel et naturel de l'Europe. Toutefois, afin de libérer pleinement le potentiel du tourisme, il conviendrait de mieux intégrer ce secteur dans les politiques européennes, notamment la politique des transports et de l'infrastructure, le développement rural, ainsi que les politiques sociale, régionale, maritime et environnementale;

*Accorder la priorité à une Europe sociale, démocratique et légitime, accessible à tous les citoyens*

- Nous rappelons que la démocratie repose sur les **principes de légitimité, de responsabilité, de participation et de citoyenneté active**;
- nous soutenons l'initiative du Parlement européen de rendre la **troïka responsable** devant le Parlement européen et le fait que le CE évalue l'impact socio-économique du programme d'austérité;
- Insistons que le **prochain mandat de cinq ans du Parlement européen** doit être celui du renouveau, du développement durable, de la récupération, de l'intégration, de la solidarité et de la démocratie, qui implique pleinement les citoyens européens;
- nous signalons qu'en 2014, l'objectif principal doit consister à instaurer ou à **restaurer la confiance entre les citoyens et les responsables politiques**, entre les échelons nationaux et l'échelon européen, entre les composantes économique, sociale et politique de nos sociétés;
- nous soulignons que pour rétablir la confiance, il faudra **produire des résultats** qui ont des effets positifs sur la vie quotidienne des citoyens et mieux communiquer avec eux sur les questions européennes;
- à cet effet, nous insistons sur la nécessité de résoudre les multiples crises qui frappent la Grèce à l'aide de solutions globales **qui tiennent compte tant de la dimension économique que sociale**. Il convient de déployer des efforts pour réduire les inégalités et l'exclusion sociale, notamment en ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes et les personnes handicapées;
- nous insistons sur l'obligation pour les États membres de **fournir des services d'intérêt général de qualité**, notamment des services sociaux et de santé, qui soient abordables et accessibles à tous, en dépit des mesures d'austérité;
- nous soulignons que la politique sociale peut libérer la productivité et la compétitivité, constitue un investissement dans la croissance future et l'emploi, et non un coût. L'exercice du semestre européen doit mieux mesurer le progrès social et **accorder une plus grande place à l'investissement social**;
- nous signalons que **l'accessibilité est un droit de l'homme pour tous les citoyens**, y compris pour ceux qui souffrent d'un handicap. La priorité à des sociétés ouvertes doit constituer le principe directeur d'une Europe sociale;

- **nous plaidons en faveur d'un nouveau programme européen d'action sociale** qui fixerait des objectifs clairs et concrets, mettant à jour les objectifs de la stratégie Europe 2020 et examinant le droit des citoyens européens à un revenu minimal garanti, dont le taux serait décidé par chaque État membre;
- nous encourageons particulièrement les investissements dans des projets sociaux économiquement viables **en soutenant l'émergence de nouveaux instruments financiers**, tels que les obligations sociales européennes, qui soient parrainés par des citoyens, des entreprises, des syndicats et la société civile;
- nous espérons que les prochaines **élections européennes** susciteront un intérêt majeur chez les citoyens européens de manière à couvrir un large spectre politique;
- nous invitons l'ensemble des partis politiques européens à mieux expliquer aux citoyens, notamment aux jeunes, l'héritage culturel commun aux Européens, les avantages de l'adhésion à l'Union, les solutions que l'UE a apporté aux échelons européen, national et local, et le **coût de la "non-Europe"** pour la croissance, le développement durable et la compétitivité.

Athènes, 20/3/2014

---